



Décision n° 2018-301

autorisant l'introduction de chiens en cœur du Parc national dans le cadre
d'une activité de recherche scientifique ,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 1 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant que dans le cadre de son activité de conseil dans les domaines cynégétique, agro-pastoral et forestier, l'Établissement public du Parc national du Mercantour participe au suivi des populations de galliformes en collaboration avec la Fédération départemental des chasseurs des Alpes-Maritimes,

Considérant que le site de Salèse-Mollières, en Haute-Vésubie, constitue une référence pour l'observatoire des galliformes de montagne et, à ce titre, fait l'objet d'un comptage annuel depuis 1975,

Décide :

Article 1er :

La Fédération départementale des chasseurs des Alpes-maritimes, représentée par son président Monsieur CAUJOLLE Jean-Pierre, et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies dans les articles suivants, à introduire temporairement des chiens d'arrêt en cœur de parc national.

Cette introduction temporaire est exclusivement limitée et réservée à la mise en œuvre du protocole de comptage organisé dans le cadre de l'Observatoire des galliformes de montagne.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour les dates et secteurs suivants :

- le 11 août 2018 sur le site de la Céva-Causséga, commune de Fontan ;
- le 16 août 2018 sur le site de Salèse-Mollières, communes de Saint-Martin-Vésubie et Valdeblorre.

Tout report de l'opération, notamment en cas de conditions météorologiques défavorables, est obligatoirement soumis à l'autorisation écrite et préalable du chef de service territorial concerné.

Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00
chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)
adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef du S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Le bénéficiaire est garant de l'accréditation individuelle de chaque conducteur de chien d'arrêt mis à contribution dans le cadre du protocole de comptage.

Ces derniers sont engagés dans le respect de la présente décision par l'intermédiaire du bénéficiaire qui assume les charges d'encadrement méthodologique, technique et pratique du groupe ainsi constitué.

Article 4 :

Toute divagation de chien en cœur de parc est interdite. Ces derniers devront rester à portée de voix de leur maître ou de tout instrument permettant leur rappel.

Toute action de chasse est interdite, ainsi que le port d'arme ou de munition.

Article 5 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les pistes situées dans le cœur du Parc national du Mercantour.

En cas de nécessité, les bénéficiaires solliciteront l'autorisation du service territorial concerné en préalable à leur arrivée sur site – cf. article 2.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'utilisation d'appareils d'amplification sonore ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détritiques ;
- de porter directement atteinte, de quelque manière que ce soit, aux milieux naturels ou aux espèces de la faune et de la flore ;

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres formalités réglementaires ou de convenance qui peuvent être requises, notamment auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-maritimes, des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

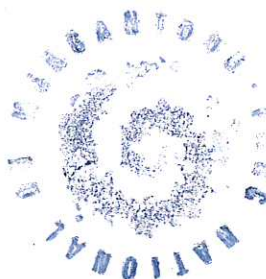
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 7 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour


Laurent SCHEYER